

Fête du Travail: notre bilan, nos objectifs

par Paul Moist, président national, et Claude Généreux, secrétaire-trésorier national

Pour les travailleurs et les employeurs, la fête du Travail est un moment privilégié pour prendre une pause et faire le point sur le chemin parcouru, sur la situation actuelle et sur les moyens à prendre pour continuer d'avancer.

Malgré tout le travail accompli ensemble et malgré tous les progrès réalisés, les travailleurs luttent toujours pour protéger les valeurs, traditions et institutions démocratiques fondamentales.

L'actuel gouvernement fédéral a fait preuve d'un mépris flagrant envers des droits essentiels que nous prenons trop souvent pour acquis. Sous le gouvernement Harper, des chiens de garde indépendants comme Élections Canada et la Commission canadienne de sûreté nucléaire ont été attaqués; on a refusé de rapatrier un enfant-soldat canadien détenu illégalement et torturé par les États-Unis depuis plus de six ans; on a tenté d'adopter des lois basées uniquement sur une idéologie étroite; et on a fait pression pour que soient privatisés les services publics du Canada. Le Canada a refusé, avec seulement trois autres pays sur 143, d'adopter la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones.

Les Canadiens savent que l'inaction en matière de gaz à effet de serre pourrait mener à des changements climatiques dévastateurs. En 2002, Stephen Harper a qualifié le protocole de Kyoto de « complot socialiste pour soutirer de l'argent aux pays les plus riches ». Cette affirmation n'est pas une réponse acceptable pour les milliers de ménages à faible revenu et de collectivités vulnérables qui seront particulièrement touchés par les répercussions des changements climatiques.

D'un bout à l'autre du Canada, beaucoup de travailleurs ont connu une année marquée par le stress et l'insécurité financière. Des milliers d'emplois sont disparus dans le secteur manufacturier, ce qui a eu un impact sur d'innombrables travailleurs et leurs communautés.

Aujourd'hui, nous réfléchissons à tout ce qui fait notre fierté comme travailleurs canadiens. Mais nous devons aussi voir ce que nous sommes prêts à faire pour protéger ces acquis.

- Il est temps que le gouvernement Harper revienne sur sa politique de baisses d'impôts pour les grandes entreprises et commence à combler le déficit canadien d'infrastructure publique de plus de 100 milliards de dollars. L'investissement dans l'infrastructure publique donne des taux de rendement élevés et est essentiel à la reconstruction des collectivités et de l'économie.

- La force de l'économie nationale repose sur sa main-d'œuvre. Il est temps de commencer à investir dans des programmes nationaux qui appuient notre marché du travail. Pour les travailleurs et leurs familles, nous avons besoin d'un programme public pancanadien d'apprentissage de la petite enfance et de services de garde à l'enfance. Au travail, nous devons investir dans la formation, ce qui inclut les programmes d'alphabétisation. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés à regarder notre économie s'enliser pendant que des emplois hautement spécialisés restent vacants et que des travailleurs mal formés restent sans emploi.
- Dans les discussions en cours sur le commerce interprovincial au pays, le SCFP continuera à contrer la menace d'accords comme l'ACIMMO qui permettent à des entreprises de poursuivre des gouvernements pour toute perte de profits qui pourrait découler d'une différence de réglementation.
- La tâche la plus importante pour les travailleurs pourrait être de résister à la vague de privatisation qui déferle sur les services publics. La recherche et le militantisme permettent de montrer sous leur véritable jour les partenariats public-privé, qui ne sont que des sources inépuisables d'argent pour les grandes entreprises.
- Les Canadiens doivent rester vigilants pour protéger les soins de santé publics, l'une des pierres angulaires de la justice sociale au Canada. Il est temps d'apprendre des échecs des systèmes en place aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Les solutions, bien connues, incluent notamment une stratégie de temps d'attente basée uniquement sur le secteur public, un programme national d'assurance-médicaments et un programme national de soins de longue durée.
- Les syndiqués doivent continuer de résister à la mondialisation en créant des liens avec leurs consœurs et confrères du monde entier. Cet été, les dirigeants de quatre grands syndicats du secteur public du Canada se sont rendus en Colombie pour y étudier les droits de la personne et du travail dans le cadre de l'accord de libre-échange Canada-Colombie. Le fait même que le Canada envisage un tel accord avec un pays où un syndicaliste est tué à tous les deux jours est en contradiction flagrante avec les valeurs canadiennes.

En ce jour de la fête du Travail, nous célébrons la force et le dévouement incroyables de nos confrères et consœurs du Canada et du reste du monde. Nous devons consolider la stabilité et la sécurité pour lesquelles nos syndicats ont tant lutté au nom des travailleurs canadiens. En faisant le bilan de tout ce que nous avons accompli, nous devons aussi penser à l'avenir et aux efforts que nous devons déployer ensemble pour garder nos lieux de travail démocratiques et nos services résolument publics.

hgb*sepb491